

DIRECTION
DE LA
COMPTABILITE PUBLIQUE

BUREAU C 3

Numéros dans les séries spéciales :
2482 TM — 903 TOM — 324 BA

Cette instruction a été modifiée par les instructions suivantes :
n° du
n° du
n° du
n° du

Cette instruction a été abrogée par l'instruction
n° du

VERSEMENT DU SUPPLEMENT FAMILIAL DE TRAITEMENT
EN CAS DE DIVORCE OU DE SEPARATION DE CORPS

DOCUMENTS A ANNOTER

Lettre-commune 2458-2230 du 18 juin 1951 (B.S.T. 51 G).
Instruction n° 62-140-B 1 du 1^{er} décembre 1962.
Instruction n° 68-131-B 1 du 30 octobre 1968.

L'instruction du 30 octobre 1968 susvisée a précisé les modalités d'attribution du supplément familial de traitement en cas de divorce ou de séparation de corps des époux lorsque le mari est fonctionnaire.

La question a été posée de savoir si cette prestation était due lorsque le père, actuellement agent de l'Etat, n'avait pas cette qualité au moment du divorce ou de la séparation de corps.

Messieurs les comptables sont informés que le versement du supplément familial de traitement à la mère divorcée ou séparée et non remariée résulte de la fiction du maintien d'un foyer unique.

Ce règlement est effectué entre les mains de la mère, en raison des enfants dont elle a la garde à partir des droits nés du père. Celui-ci n'étant pas agent de l'Etat au moment du divorce ou de la séparation n'avait aucun droit à cette allocation et, dès lors, cet avantage ne peut être versé à son ex-femme.

Pour le Directeur de la Comptabilité Publique :
Le Sous-Directeur,
PIERRE BONNAFY.

DESTINATAIRES POUR APPLICATION

DIFFUSION
G
13

RGP	PGT	TPG	DOM	IP	DS	SIA	TOM	TAC	PGA	BA	EPA
-----	-----	-----	-----	----	----	-----	-----	-----	-----	----	-----